



**HAL**  
open science

# La macroéconomie des années 1930 aux États-Unis : l'oubli de la politique agricole

Thierry Pouch

► **To cite this version:**

Thierry Pouch. La macroéconomie des années 1930 aux États-Unis: l'oubli de la politique agricole. *Économie appliquée* : archives de l'Institut de science économique appliquée, 2014. hal-02050651

**HAL Id: hal-02050651**

**<https://hal.univ-reims.fr/hal-02050651v1>**

Submitted on 6 Mar 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# économie appliquée

Tome LXVII - N° 2 - juin 2014

R. U. AYRES	A tale of two economies: The gap is growing	5
Z. KARIMI TAKANLOU, C. BERTHOMIEU, R. RANJ POUR	Déficit budgétaire et financement des dépenses privées d'investissement. Étude comparative des cas de deux pays « émergents » : l'Iran et la Turquie	41
T. POUCH	La macroéconomie des années 1930 aux États-Unis : l'oubli de la politique agricole	75
R. LE GOFF, S.-L. PROAG	Comment et jusqu'à quand évaluer ? De l'analyse coûts-bénéfices à la méthode CoBAYe	99
E. MARTIN	Quel territoire pour gérer l'eau souterraine ? Le cas d'étude de la Crau	125
H. HAMDI, R. SBIA	The dynamic relationship between CO <sub>2</sub> emissions, energy usage and Growth in Gulf Cooperation Council (GCC) countries: An aggregated analysis	161
C. ROQUILLY, C. MANARA	La lutte contre les contenus illégaux en ligne par l'action sur les flux de paiement : état des lieux et proposition	183

économie appliquée

LES PRESSES

isméa

Tome LXVII - N° 2 - juin 2014

# économie appliquée

*an international journal  
of economic analysis*

Tome LXVII - N° 2 - juin 2014

isméa

## La macroéconomie des années 1930 aux États-Unis : l'oubli de la politique agricole

Thierry Pouch \*

*Les années trente sont pour les économistes une période de rupture à la fois théorique mais aussi pratique. Elles ouvrent la voie à une montée en puissance de la contestation adressée à la théorie libérale. Il est cependant frappant de constater que l'on ait, dans cet ensemble de débats contradictoires, oublié la part qui revenait à l'économie et à la politique agricoles dans la construction puis l'affirmation de cette rupture. Cet article entend revenir sur cette contribution de l'économie agricole, en prenant appui sur le cas de la politique agricole américaine. L'émergence de cette politique agricole américaine en 1933, tant sous l'angle des faits que de la théorie économique, fut l'une des dimensions de la rupture constatée en macroéconomie et en politique économique. Elle mérite par conséquent un détour conséquent et une inscription dans le corpus de la macroéconomie institutionnaliste.*

---

\* Université de Reims Champagne Ardenne, Laboratoire REGARDS et Chambres d'agriculture Paris, Direction économie des agricultures et des territoires.

L'auteur remercie Philippe Adair (Université de Paris-Est Créteil), Jean-Marc Boussard (INRA et Académie d'agriculture), Martino Nieddu (Université de Reims Champagne Ardenne), et les rapporteurs anonymes de cet article, pour leurs critiques et suggestions. Merci également à Mélanie Kuhn (Université de Paris Dauphine) pour son aide précieuse en matière d'accès à certaines sources bibliographiques.

Cet article est une version remaniée d'une communication présentée au XIV<sup>e</sup> colloque de l'Association Charles Gide pour l'histoire de la pensée économique, Nice, 7-9 juin 2012.



*The thirties can be considered for the economists as a period of theoretical as well as practical break. It opened the door to rising the grounds for contention against the neo-classical theory. However it is striking to notice, in this set of contradictory debates, that the part played in the constitution and the confirmation of this break by the agricultural economy and agricultural policies was forgotten. This paper appraises this contribution focusing on the American agricultural policy of the 30's. The emergence of this policy in 1933 in terms of facts as well as economic theory was one of the dimension of the breach in macroeconomics and economic theory. It therefore deserves to be thoroughly reconsidered and inscribed in the institutionalist macroeconomic framework.*

On sait qu'une rupture théorique s'est produite dans le champ de la science économique au détour des années trente. Le libéralisme économique est à l'époque l'objet d'une contestation progressive mais non moins réelle tant vis-à-vis de sa méthodologie que de ses résultats pour interpréter la réalité du moment. Or cette réalité, ce fut celle de la crise qui s'amorce en 1929. Pour bon nombre de théoriciens de l'économie, cette crise apparaît non seulement comme un démenti apporté aux ambitions de l'école libérale, mais aussi, et surtout, ils la perçoivent comme une menace pour l'avenir des démocraties occidentales, les années qui suivront leur donnant sur ce point raison. La simple évocation de la crise de 1929 fait dans le même temps surgir la figure de quelques économistes devenus célèbres, celle de John Maynard Keynes étant restée – il convient d'y ajouter celles de Mrs Robinson, de Harrod, de Domar, de Kahn, ainsi que Kaldor – la plus populaire jusque dans les années soixante-dix. Or Keynes est sans doute l'économiste qui a le plus intégré dans son système de pensée les risques que la crise faisait courir au système démocratique auquel il était, on le sait, particulièrement attaché. Ainsi que l'indiquait Claude Ménard dans un article publié en 1985, Keynes et sa *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* ont fonctionné à l'époque comme des points de passage obligés<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cf. [Ménard C. (1985)]. Evoquons rapidement ici que l'idée de rupture dans les problématiques resurgit, certes mollement, mais resurgit tout de même, depuis le déclenchement de la crise de 2007, entraînant ce que R. Skidelsky appelle « The Relevance of Keynes », [Skidelsky R. (2011)].

Avec ces auteurs s'enclenche une dynamique intellectuelle centrée sur les cycles, les fluctuations de l'activité macroéconomique et sur les instruments de politique économique idoines pour surmonter de telles fluctuations. Ces analyses mettaient au jour le caractère temporaire de l'équilibre économique, obligeant l'économiste à se pencher sur une sélection d'outils de régulation propres à une économie moderne. L'attractivité du message keynésien rallia à sa cause bon nombre d'économistes – Alvin Hansen étant parmi les plus emblématiques d'un basculement de la doctrine du laissez-faire vers le keynésianisme –, y compris parmi ceux situés dans le camp des institutionnalistes, Lear Keyserling, Mordecai Ezekiel ou encore Leston Lubin ayant rejoint assez tôt l'école keynésienne, en particulier vis-à-vis de la posture adoptée en matière de dépenses publiques [Rutherford M., Tyler Desroches C. (2008)]. Tous ont participé, de près ou de loin, à ce qu'il est convenu d'appeler à la suite de Shackle des « années de haute théorie ».

Dans cet ensemble de travaux et controverses ayant porté sur la macroéconomie, la grande dépression et les issues à envisager, la place de l'agriculture et par voie de conséquence de la politique agricole semble plutôt secondaire, pour ne pas dire parfois absente. Que ce soit dans les manuels d'histoire de la pensée économique traitant des auteurs de cette époque, ou bien encore dans ceux se centrant plus spécifiquement sur la macroéconomie et/ou la politique économique, l'agriculture et la politique agricole n'entrent pas réellement dans le champ des préoccupations. Qu'elles n'y figurent pas interpelle dans la mesure où, bien souvent, les outils de politique agricole ont à voir avec les déséquilibres des marchés et entrent en résonance avec le réglage de la conjoncture agricole.

Une abondante littérature existe pourtant aux États-Unis, qui traite depuis les années trente jusqu'à nos jours de la genèse et des outils de la politique agricole en tant qu'incarnation de l'interventionnisme étatique en économie. On sait que l'agriculture a fourni des éléments décisifs dans le processus de renouvellement de la pensée économique, avec, par surcroît, une contribution non moins décisive à la formation de l'économétrie. Se pencher sur la politique agricole s'explique par surcroît par un autre facteur. La politique agricole américaine est en effet l'une des rares à avoir traversé l'histoire économique depuis la grande dépression sans avoir subi de mutation radicale, faisant d'ailleurs l'objet de nombreuses critiques, en particulier dans l'enceinte du GATT puis de l'OMC.

Cet article entend revenir sur cet épisode de la pensée macroéconomique moderne. Le détour par l'histoire des faits économiques ne devant pas être dédaigné, comme l'avait rappelé Schumpeter dans son *History of Economic Analysis*, la première partie reviendra sur un fait précis, celui de la grande dépression qui affecta lourdement le secteur agricole américain, et sur la réponse politique à cette crise, conduisant l'Etat fédéral à élaborer un dispositif d'intervention sur les marchés agricoles. La politique agricole ne peut en effet être dissociée du *New Deal* du Président nouvellement élu, F.-D. Roosevelt. Il s'agit d'aspects sans doute mieux connus que les conditions sociales de formation de cette politique économique. Mais c'est précisément parce que le fait historique ne peut être isolé, qu'il était nécessaire de se pencher sur le contexte et les conditions de formation de la théorie de la politique agricole aux États-Unis. La politique agricole américaine s'inscrit dans un pensable social-historique.

La deuxième partie traitera donc de ces conditions d'émergence proprement dites, c'est-à-dire des acteurs, des influences théoriques et doctrinales qui furent les leurs, et du jeu institutionnel parfois conflictuel qui fut si crucial. C'est en ce sens qu'il conviendra de prendre la mesure de la contribution des économistes agricoles américains aux années de « haute théorie ». Leurs apports, insérés dans un appareil d'État, peut se spécifier au regard d'un contexte et de lieux précis.

## I. – L'ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE AGRICOLE

Les marchés agricoles ont pour caractéristique d'être par définition instables. On peut remonter jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle et notamment à la loi inventée par le statisticien anglais G. King pour prendre la mesure de l'intérêt porté à ce phénomène par les économistes et les agronomes. Aux phases d'expansion succèdent des périodes de dépression agissant lourdement sur la formation des prix et sur la constitution du revenu des producteurs. Dans le cas des États-Unis, l'agriculture est un secteur particulier, en ce sens qu'il a été fortement touché par la crise de 1929, mais s'est redressé à la faveur de mécanismes de politique économique adaptés à l'activité économique des producteurs. L'émergence de la politique agricole moderne se situe de ce côté-ci de l'Atlantique, et procède d'une rupture par rapport à la dimension défensive qui structurait souvent les dispositifs d'intervention agricole,

à l'instar de la France avec les Lois de Jules Méline à la fin du dix-neuvième siècle.

La politique agricole américaine a d'ailleurs été par la suite une source d'inspiration d'abord pour la France (la création de l'*Office National du Blé* en 1936), puis pour l'Europe communautaire (formation de la *Politique agricole commune* en 1962). L'agriculture américaine, c'était à la fin des années 1920, 7 millions d'exploitations agricoles, 32 millions d'individus vivant sur ces exploitations, et, en termes d'emplois induits, plus de 50 millions d'américains qui dépendent directement ou indirectement de cette activité. Le choc de la grande dépression ne pouvait que déboucher sur un vaste plan de redressement de l'agriculture, découlant de l'alternance politique de 1933.

### I.1. Du boom à la grande dépression

Rien ne laissait présager que l'économie agricole américaine allait connaître l'effondrement dans lequel la grande dépression allait l'entraîner. La valeur de la production et du revenu des agriculteurs américains se situait en effet au début du XX<sup>e</sup> siècle, et surtout durant la première guerre mondiale, sur un trend ascendant. Le conflit en Europe ayant entravé la production agricole, une hausse des importations en provenance des États-Unis s'en était suivie. Le revenu agricole des fermiers américains double entre le début de la guerre et 1918. Ce boom agricole incite les producteurs à augmenter leur endettement bancaire afin de procéder à des investissements productifs dans le but d'accroître leurs capacités de production. Mais le cycle haussier prend fin dès le début de la décennie 1920.

À la fin de la guerre, les performances économiques des agriculteurs américains se détériorent rapidement en raison principalement d'une part de la contraction des débouchés européens, les productions céréalières de pays comme la France repartant à la hausse (en 1923, les États-Unis enregistrent même un déficit commercial de leurs échanges de produits agricoles et alimentaires), et d'autre part de l'intensification croissante des productions américaines impulsée par la diffusion du progrès technique (les innovations dans le domaine de l'agroéquipement occasionnant une montée de la mécanisation par exemple) qui engendre des phases de surproduction. Les agriculteurs furent alors exposés à des baisses de leur revenu, faisant obstacle à leur capacité de remboursement des prêts antérieurement contractés.

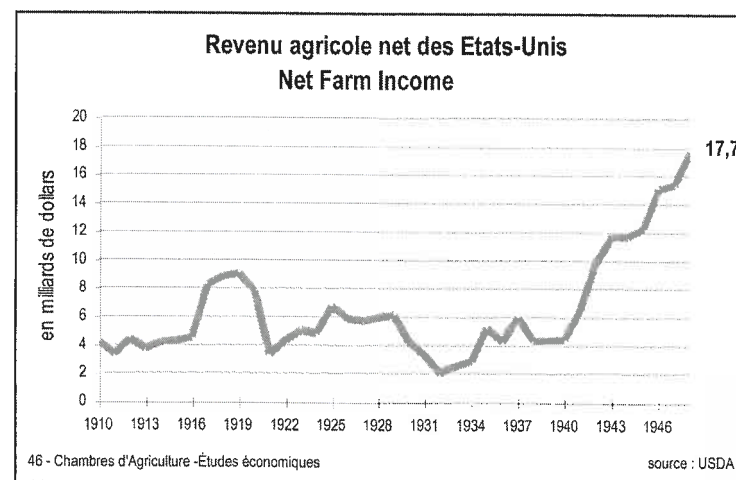


Le caractère cyclique de la production et du revenu agricoles ouvre une première brèche dans l'hostilité partagée par les économistes et les politiques à toute intervention de l'État fédéral dans l'économie agricole américaine. Le redressement des résultats économiques à partir de 1922 n'empêche pas ce débat de se poursuivre, puisque c'est durant cette même année que le *Cappert-Volstead Act* rend possible l'organisation des agriculteurs en coopératives afin de renforcer leur pouvoir de marché face à celui des acteurs situés en amont (agroéquipement) et en aval (transformation) des filières [Sheingate A. D., (2001)].

Cette timide avancée dans une dynamique d'organisation de l'économie agricole n'empêche nullement ce secteur de connaître un effondrement retentissant dès le début de la Grande dépression en 1929. Plus précisément encore, la dépression agricole s'étendit en réalité sur une décennie environ, de 1920 à 1929. Analysée en détails par les historiens des faits économiques, jusqu'à être retracée dans la littérature pour ce qui est de ses conséquences humaines, comme en témoigne le célèbre roman de John Steinbeck *Les raisins de la colère*, la crise agricole aux États-Unis demeure l'un des épisodes les mieux connus de l'histoire économique du XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

La chute des prix agricoles entraîna celle du revenu des producteurs (graphique 1). Les prix connurent une baisse de plus de 50%, tandis que ceux des biens intermédiaires achetés par les agriculteurs ne diminuèrent que de 32%. Quant au revenu, la contraction a été évaluée à un tiers entre 1929 et 1932. Aspirée par la crise du capitalisme américain, la crise agricole met donc au jour deux aspects jusque là voilés par la période d'euphorie précédente : la surcapitalisation/surproduction et l'inflation de crédit bancaire. L'ampleur de la crise exigea une réponse politique qui ne fut trouvée que dans le jeu de l'alternance électorale, les Administrations républicaines étant dans l'incapacité de penser non seulement la crise mais aussi et surtout des remèdes adaptés qui ne soient pas du registre des mécanismes du marché.

<sup>2</sup> Sur la crise de 1929, se reporter à [Galbraith J.-K. (1961)], à [Dockès P. et Rosier M. (1983)], ainsi qu'à [Johsua I., (2006)]. Sur la situation agricole américaine au tout début de la crise de 1929, on pourra également consulter le témoignage apporté par [Romier L. (1933)].



GRAPHIQUE 1

## I.2. L'urgence d'une réponse politique à la crise agricole

Face à l'effondrement des prix et du revenu agricoles, face l'appauvrissement des exploitants et de leurs familles, le nouveau pouvoir fédéral, sous la double impulsion de Roosevelt, de son Secrétaire de l'*US Department of Agriculture* (USDA), Henry Wallace, et des équipes d'économistes, instaure l'*Agricultural Adjustment Act* en mai 1933 (AAA). Ce fut l'une des premières décisions prises dans l'urgence par le nouveau Président américain<sup>3</sup>. Urgence au regard de la gravité de la crise mais aussi parce qu'il fallait devancer la période estivale durant laquelle s'effectuent les récoltes. L'objectif de l'Administration démocrate fut de restaurer le pouvoir d'achat des fermiers au niveau qui était le sien durant la période 1910-1918. Par pouvoir d'achat, il faut entendre « parité de prix et de revenu » entre les agriculteurs et les industriels d'une part (renvoyant au problème des prix et des coûts des consommations intermédiaires), et entre ces mêmes agriculteurs et les autres catégories professionnelles

<sup>3</sup> Cf. [Hiltzik M. (2011)], sur l'importance du vote des fermiers dans la victoire de Roosevelt en novembre 1932.

d'autre part (Wallace énonça d'ailleurs ce slogan « égalité pour l'agriculture »)<sup>4</sup>.

Restaurer la parité des prix et des revenus pour les agriculteurs nécessita l'élaboration d'outils de régulation destinés à redresser les prix agricoles pour certains secteurs, au nombre de 7 dans la législation agricole de 1933 : blé, maïs, riz, tabac, arachides, lait et produits laitiers, et coton, la viande porcine n'ayant été concernée que dans un second temps. Parmi les principaux instruments d'intervention retenus dans l'AAA en mesure de redresser les prix, figuraient : le contrôle de la production, lequel passa dans un premier temps – l'ensemencement des terres ayant déjà eu lieu en début d'année – par une destruction des cultures, et fut assorti d'un gel des terres ; des programmes de réduction de surfaces emblavées, en contrepartie desquels étaient versées des aides directes aux fermiers ; une maîtrise des quantités commercialisées ; des autorisations pour que les producteurs se regroupent afin de diminuer voire d'éliminer les surcroûts de charges. L'intervention de l'État se distingua également par un dispositif de stockage des récoltes auprès d'un organisme stockeur (*Commodity Credit Corporation*, ou CCC), le producteur recevant en échange une avance déterminée par le prix de soutien (*Loan Rate*).

Deux cas de figure en découlaient : soit le prix de marché – en réalité, ce prix était un prix de référence correspondant à l'objectif de parité des prix agricoles, calé sur la période faste de l'agriculture américaine, c'est-à-dire 1910-1914 – était inférieur au prix de soutien sur trois trimestres, et l'agriculteur était autorisé à laisser au CCC sa production, l'avance versée initialement étant du même coup conservée, soit le prix de marché était supérieur au *Loan Rate*, et le producteur retirait sa production avec obligation de rembourser l'avance avec un taux d'intérêt. Confronté à l'accumulation de stocks, l'État fédéral eut l'idée de développer des programmes d'aide alimentaire, en particulier en direction des populations les plus indigentes et des cantines dans les

<sup>4</sup> Sur la notion de « parité de revenu » comme clé de la politique agricole américaine, cf. [USDA (1984)], ainsi que [Piel J., (1950)]. La parité est mesurée par un indice, sur une période de référence, en comparant les prix auxquels l'agriculteur achète les biens indispensables à l'entretien du producteur et de sa famille, et les biens nécessaires aux productions agricoles, et les prix de vente de la production. Ajoutons que cette notion de parité sera contenue bien plus tard dans la liste des objectifs à atteindre par la PAC en Europe. Cf. également [Cochrane W. W. (1981)].

écoles<sup>5</sup>. Le graphique 1 indique que le redressement du revenu agricole américain est effectif dès l'instauration de ces dispositifs de politique de soutien, lesquels éliminèrent les surplus et rétablirent la parité des prix agricoles. En 1937, les agriculteurs retrouvèrent le niveau de revenu qui fut le leur juste avant le déclenchement de la crise de 1929.

La vision du *New Deal* rooseveltien semble être allée de soi dans une certaine littérature historico-économique, la grande dépression appelant à un rejet spontané de la vision du marché qu'avait encore quelques temps auparavant l'Administration Hoover. Cette politique agricole américaine se heurta toutefois à deux types de contraintes, et par une double bataille qui s'engagea dès l'instauration de l'AAA en 1933. La première contrainte fut d'abord d'ordre statistique. On sait que tout un appareillage statistique fut mis en place à partir de 1917, tel le *Bureau of Crop Estimation*, dont le nom changea plusieurs fois par la suite avant de s'étendre aux productions animales. C'est cet outillage de saisie des données agricoles qui vola en éclat avec la grande dépression et la politique agricole. Car pour ramener l'offre agricole au niveau de la demande, la méthode de saisie de ces données – de même que l'interprétation de ces données – n'était plus conforme aux exigences des instruments et des objectifs de l'AAA. Elles avaient en effet été élaborées selon la doctrine du laissez-faire, donc du dogme de l'inconcevable intervention de l'État dans les mécanismes du marché agricole. Une controverse s'engagea entre les pilotes de la toute nouvelle politique agricole et les statisticiens de la *Commodity Division*, qui détenaient jusque là le rôle de producteur de données chiffrées sur l'agriculture [Didier E. (2009)]<sup>6</sup>.

La seconde contrainte s'inscrivait dans une dimension beaucoup plus institutionnelle. Trois ans après son instauration, l'AAA fut invalidé par la Cour Suprême des États-Unis. L'esprit du libéralisme interdisant toute forme d'interventionnisme sur les marchés demeurait et irriguait jusque dans les arcanes d'une des plus hautes juridictions

<sup>5</sup> Une approche détaillée du fonctionnement du CCC peut être trouvée dans [Trofimov I.D. (2012).] Concernant les programmes d'écoulement des stocks, qui constituèrent les linéaments de ce qui allait devenir à partir de 1938, et jusqu'à aujourd'hui, le système d'aide alimentaire, dont ont bénéficié en 2012 quelque 47 millions d'américains, lire [Devienne S. (2011)]. L'aide alimentaire absorbe en moyenne 80% des dépenses agricoles de l'État fédéral.

<sup>6</sup> Le *New Deal* est souvent associé, à juste titre, à une politique de demande. C'est oublier que, dans le cas de l'agriculture, l'essentiel a porté sur des mesures d'offre.



américaines. Cet évènement entre en résonance avec les nombreuses critiques et entraves politiques que l'Administration Roosevelt rencontra dès son installation à la Maison Blanche. Il marque dans le même temps un tournant qui, comme on va le voir dans la seconde partie, prit une tournure plus théorique. C'est en effet en 1936 que l'idée de planification agricole apparut, sans pour autant que soit remise en cause l'AAA.

Deux ans plus tard, ceux que l'on a nommé les « planistes », opérèrent une bifurcation dans leur méthode de travail et dans les objectifs fixés pour le secteur agricole. Plus précisément, c'est toute une approche de l'action publique sous un gouvernement démocrate qui se trouva modifiée avec une articulation serrée avec les recherches menées tant en économie qu'en sociologie agricoles et rurales. Pour ce faire, l'USDA s'appuya sur ces nombreux économistes issus des universités américaines qu'il avait recrutés précédemment. Il faut rappeler en effet que le vice-secrétaire à l'agriculture, le célèbre Rexford Guy Tugwell (1891-1979), lui-même économiste formé à l'Université de Pennsylvanie, puis son successeur Milburn Wilson, avaient procédé, en accord avec le Président Roosevelt et le secrétaire à l'agriculture Henry Wallace, à des recrutements massifs d'économistes universitaires, afin de les substituer aux hauts fonctionnaires, industriels et financiers qui non seulement étaient impliqués auparavant dans la définition des quelques actions publiques en agriculture, mais, plus largement, avaient failli dans l'anticipation et dans l'analyse de la crise de 1929. L'objectif était, comme cela a été dit plus haut, de répondre à l'urgence de la situation de crise, ce qui exigeait un regard neuf. Les universitaires furent considérés comme en mesure de répondre au défi du moment<sup>7</sup>. Ce processus s'est inscrit dans un vaste projet de réforme de l'appareil statistique américain entre 1933 et 1944, avec en particulier la formation, en juillet 1933, du *Central Statistic Board* [Rutherford M. (2011)].

<sup>7</sup> On peut souligner ici le contraste avec la tradition française, où l'on retrouve plus facilement le corps des ingénieurs, polytechniciens ou en l'occurrence agronomes, dans les postes de la haute fonction publique. Sur le processus de remise en cause du libéralisme en France durant la crise des années trente, et sur la formation du « planisme » autour notamment du groupe de polytechniciens (X-crise), lire [Kuisel R. (1981)].

## II. – « PLANISME » ET CONTROVERSES THÉORIQUES

Une fois l'invalidation de l'AAA passée, une réorganisation du Ministère de l'Agriculture américain eut lieu, débouchant sur la transformation du *Bureau of Agricultural Economics* (B.A.E) en véritable « agence centrale de la planification », placée sous la responsabilité de Howard Tolley, et directement rattaché au cabinet du secrétaire à l'agriculture. L'un des objectifs de cette agence de planification était de recenser sur le terrain les problèmes rencontrés par les fermiers eux-mêmes. Ces derniers formaient des comités locaux dans les comtés, dressaient collectivement un état des lieux des difficultés de la profession agricole, et élaboraient une série de propositions de réforme. Dit autrement, cette expérience de la planification agricole aux États-Unis reposait sur une vision démocratique du fonctionnement d'un secteur d'activité économique, associant producteurs et économistes du Ministère.

Les économistes évaluèrent ensuite l'état des besoins des autres secteurs qui dépendaient, directement ou indirectement des fermiers, tout en construisant *in fine* les modalités des accords entre ces acteurs, afin qu'ils soient validés par l'USDA et le gouvernement. Plusieurs indicateurs fondamentaux (cartographie indiquant les répartitions des cultures, usages des terres...) furent ainsi construits pour saisir une réalité agricole et définir des moyens d'action. L'originalité de cette planification agricole résidait dans le fait qu'elle articulait différents types de savoir : celui des économistes universitaires rencontra celui des hommes de terrain, en l'occurrence les fermiers eux-mêmes.

### II.1. Les soubassements théoriques du « planisme » à l'américaine

La formation et le fonctionnement du « planisme » suscitèrent des réactions immédiates. Pour beaucoup d'observateurs, il était choquant que des économistes issus de l'Université occupent des positions institutionnelles aussi importantes, en ce sens que le président Roosevelt n'avait sans doute pas pris la mesure de la rupture qui était en train de se produire au sein même de l'État fédéral vis-à-vis du dogme de la libre entreprise et du laissez-faire. En instaurant le « planisme », les économistes envoyèrent à ces observateurs un signal jugé inquiétant,



celui qu'une réforme radicale du système économique américain était enclenchée, et que le secteur agricole en était en quelque sorte l'un des laboratoires, initiant une modernisation de l'agriculture et de la sphère rurale américaines<sup>8</sup>. Beaucoup y ont vu d'ailleurs un risque de voir les États-Unis s'inspirer de l'expérience de la planification soviétique pour remodeler l'économie américaine.

Deux types d'économistes réformateurs ont participé à cette aventure intellectuelle et gouvernementale. On reprendra ici la classification suggérée par Gilbert [Gilbert J. (2000)]. Cet auteur distingue en effet les « intellectuels agrariens » des « libéraux urbains ». Figurent dans le premier groupe des économistes – groupe très homogène – issus du monde rural, et de la région du Midwest plus précisément, éduqués selon des valeurs protestantes et formés principalement dans des Universités comme celle du Wisconsin, ou de l'Iowa. Le secrétaire à l'agriculture, Henry Wallace, en fut la figure de proue (Wallace H. A. (1934)) [(Wells O. V. (1938)]. L'Université du Wisconsin fut un lieu où le progressisme en économie prit une réelle consistance. C'est en effet dans cet État, dont le gouverneur était Robert La Follette – lui-même ancien étudiant de l'Université du Wisconsin et dont l'élection en 1900 marque en quelque sorte le point de départ du mouvement institutionnaliste aux États-Unis – que les premières réformes progressistes furent élaborées et promulguées, en particulier celles concernant la protection sociale des travailleurs (accidents du travail, indemnisation du chômage...). Des économistes comme Howard Tolley, qui rejoindra très tôt, en 1915, l'USDA, ont été influencés durant leur parcours universitaire par les idées de Thorstein Veblen et surtout par celles de John R. Commons, figure emblématique de l'économie institutionnaliste, dont on sait qu'il rédigea plusieurs lois en faveur des salariés, et enseigna dans cette Université du Wisconsin. De telles lois purent être votées et appliquées lors de la grande dépression. Le secteur agricole est largement concerné par cette phase réformatrice et par la diffusion de l'idée selon laquelle le capitalisme peut et doit être transformé [Bazzoli L., Kirat T. (2010)] [Da Costa I. (2010)].

<sup>8</sup> Sur l'usage du *Service Intellectual* sous Roosevelt, et les critiques qui en émanent, se reporter à la passionnante analyse produite par [Kirkendall R. S. (1962)]. Il faudrait mentionner la position ambiguë du professeur Frankfurter, qui exerça une réelle influence sur certains des économistes de l'Administration agricole sous Roosevelt, mais qui se méfiait pourtant des intentions radicales de ces économistes, estimant même que la politique économique devait s'efforcer de lutter contre la concentration des entreprises.

À l'opposé, les économistes issus du courant des « libéraux urbains » ont constitué un ensemble plus contrasté, en raison de leur âge, de leur formation, de leur carrière et de leur parcours idéologique. De plus, ils étaient issus de familles très aisées (parents professeurs, industriels...). Rexford Tugwell, professeur à l'Université de Columbia – qui fut affublé d'un surnom, *Rex the Red* ! –, s'était distingué dès les années vingt par des articles très critiques envers la politique menée par le Président Hoover. En tant qu'économiste de renom, Roosevelt le repéra très tôt et le fit entrer au gouvernement en tant que vice-secrétaire à l'agriculture.

Ces deux groupes d'économistes, pour différents qu'ils aient été en raison de leurs *habitus* sociaux et de leurs positions politiques contrastées – certains « libéraux urbains » furent en effet proches ou membres du Parti communiste américain –, ont toutefois partagé de nombreuses idées. Ils croisèrent en effet durant leur parcours universitaire des professeurs ayant œuvré à l'émergence de la pensée institutionnaliste ou s'en étaient ouvertement réclamés. Du côté des « intellectuels agrariens », certains ont croisé, nous venons de le voir, la route de Thorstein Veblen et de John R. Commons, deux figures emblématiques de l'école institutionnaliste américaine, tandis que les « libéraux urbains » ont été influencés par deux économistes radicaux, Scott Nearing et Simon Patten. Surplombant le tout, une filiation partagée avec la philosophie pragmatique et l'un de ses grands représentants, John Dewey, dont l'objectif était de se démarquer de l'idéalisme en philosophie, et de défendre et de propager l'idéal démocratique mit en danger par la crise. Il était question d'une perspective d'amélioration des conditions de vie appelant à un programme volontariste de réformes économiques et sociales. C'est cette dimension là de la philosophie pragmatique de John Dewey qui est contenue dans les travaux des planistes américains<sup>9</sup>. En économie, Commons œuvre pour la construction d'un « gouvernement économique démocratique », seule voie pour l'édification de ce qu'il nomme, dans le sillage de Dewey, un « capitalisme raisonnable » [Commons J. R. (1950)] [Bazzoli L., Dutraive V. (2014)]. C'est cette vision de l'économie, et plus largement du fonctionnement de la société, qui d'une part entre en conflit avec celle développée par Walter Lippmann, et qui, d'autre part, sera abondamment critiquée par des théoriciens du néo-libéralisme comme F. V. Hayek [Audier S. (2008)].

<sup>9</sup> Sur la filiation pragmatiste de l'institutionnalisme américain tel qu'il se révèle dans la pensée des « planistes » agricoles, se reporter à [Renault M. (1992)]. Lire également [Tugwell R. (1935) (1953)].

Il est possible de retirer de ces informations que les économistes ayant constitué le « *Brain Trust* » de Roosevelt dans la perspective d'un redressement de l'agriculture, ont certes inspiré une certaine méfiance dans la population ou dans les milieux conservateurs, mais qu'ils n'en ont pas moins porté une vision de l'État, sous-tendue par une approche holiste des phénomènes économiques, un penchant pour l'interdisciplinarité, et étaient pour certains d'entre eux tournés vers l'objectif d'une société d'abondance. En appliquant leur savoir aux problèmes agricoles afin de trouver des solutions à la crise que traversaient les fermiers américains, ces économistes – d'autres auteurs comme Gaëtan Pirou les avaient qualifiés de « publicistes » – du *New Deal* étaient dans une forme de proximité avec le courant institutionnaliste. S'opposant à l'économie politique libérale, les économistes producteurs du *New Deal* agricole ont non seulement apporté des solutions à la crise de l'agriculture, mais ont également rattaché ces solutions à des paramètres sociaux, l'exigence d'un revenu de parité pour les agriculteurs, d'une préservation du niveau de vie des familles d'exploitants, autant d'exigences s'inscrivant dans une perspective humaine [Pirou G. (1946)] [(Hodgson G. (1998)] [Chavance B. (2007)]. Leur filiation avec le courant institutionnaliste les ont conduits à penser que la crise avait un caractère exceptionnel au sens où elle signifiait l'agonie d'un monde, et vis-à-vis de laquelle il était urgent d'agir.

La rupture qui se produit dans les années 1930 en matière de théorie et de politique économiques se situe donc également du côté de la politique agricole. Les éléments qui précèdent, auxquels des compléments vont être apportés plus bas, sont importants pour indiquer en quoi le renouveau de la pensée économique durant cette période de crise s'est effectué selon différents canaux. C'est la rencontre entre des individus issus d'un milieu rural et des régions urbaines et qui par surcroît ont été influencés par l'école institutionnaliste, qui engendre la politique agricole. Celle-ci ne peut par conséquent être dissociée des conditions dans lesquelles s'est constitué le regard porté par les économistes se réclamant de l'institutionnalisme sur la crise, sur le fonctionnement du marché du travail, sur la succession des cycles ou sur la détermination des prix, et sur les remèdes à proposer. La politique agricole fait partie intégrante de cet interventionnisme étatique et de la théorie de l'efficacité des dépenses publiques. Si l'institutionnalisme précède le *New Deal*, ses principes irriguent les analyses et les recommandations en matière d'agriculture et de politique agricole dès les années 1930.

La contribution des économistes du « *Brain Trust* » rooseveltien prit une dimension théorique supplémentaire avec en particulier les apports de Tugwell et d'Ezékiel. Si leurs prises de position se situèrent en effet dans un premier temps sur le registre des réflexions sur le fonctionnement de l'économie dans une société démocratique, sur la crise de cette économie, les conduisant à entrevoir sa complexité mais aussi à penser le devenir de la démocratie, ils n'en restèrent pas moins des économistes qui ont participé, au travers du cas agricole, à des débats intensifs avec la théorie néo-classique. L'exemple de Mordecai Ezékiel, sur lequel nous allons nous arrêter maintenant, en atteste.

## II.2. Agriculture et années de « haute théorie » : le moment Ezékiel

Les années trente symbolisent une mutation de la profession des économistes. Les États-Unis sont, avec l'Angleterre, le théâtre de cette mutation, d'où émergent des problématiques théoriques nouvelles, et qui s'accompagnent d'une approche formalisée de l'économie que développent une jeune génération d'économistes (Hotelling, Oskar Lange, ceux de la célèbre *Cowles Commission*, avec laquelle d'ailleurs les économistes de l'US *Bureau of Agricultural Economics*, créé en 1922, entretenirent des relations étroites de travail à partir de 1939, en dépit du fait que les travaux de la Cowles Commission ne relèvent pas de la même approche...) <sup>10</sup>. De telles mutations débouchent sur la construction de la macrodynamique et de la théorie des cycles, opérant une rupture vis-à-vis du corpus théorique néo-classique. C'est dans ce contexte que s'insèrent les travaux de l'économiste d'origine hongroise Mordecai Ezékiel, dont l'analyse du fonctionnement des marchés agricoles a fait dire à J. A. Schumpeter qu'il s'agissait d'une branche prometteuse de la dynamique économique, dans la mesure où elle se penche sur des secteurs particuliers de l'activité économique [(Schumpeter J. A. (1954)]. Dans son *History of Economic Analysis*, Schumpeter cite d'ailleurs explicitement la démonstration livrée par Ezékiel au sujet du cycle du porc, parallèlement aux travaux de Tinbergen sur le cycle des chantiers navals.

<sup>10</sup> Sur ces mutations, [Ingrao B., Israël G. (1990)]. Sur les relations de travail entre les deux institutions, elles portèrent notamment sur les modèles économétriques à équations simultanées, lire [Fox K. A. (1989)].



L'analyse d'Ezékiel s'inscrit dans la lignée des réflexions que Henry Moore a consacrées durant les années 1920 à l'estimation statistique des courbes d'offre et de demande. La grande innovation a consisté à introduire le temps dans la fonction d'offre, permettant de se démarquer d'une théorie néo-classique prisonnière de la dimension statique, perçue comme irréaliste pour comprendre et expliquer les mécanismes d'une économie par surcroît en crise. L'offre sur un marché ne peut réagir instantanément aux variations de prix, conduisant à spécifier la fonction d'offre avec une année de décalage. Deux auteurs ont approfondi la démonstration de Moore à partir de 1925 et jusqu'en 1935. Il s'agit de Henry Schultz qui publie en 1925 *Statistical Laws of Demand and Supply*, et de Jan Tinbergen, qui livre en 1935 un article intitulé « Annual Survey : Suggestions on Quantitative Business Cycle Theory », dans la prestigieuse revue *Econometrica*.

Ezékiel agit en quelque sorte comme un continuateur de cette controverse sur la formation des prix et sur le comportement de la fonction d'offre, tous ces auteurs ayant été à l'origine des diagrammes dits de Cobweb (ou « diagrammes de la toile d'araignée »). Cet économiste a été vu comme l'un des quinze plus importants contributeurs vivants de la profession des économistes agricoles, économètres inclus<sup>11</sup>. Comme ses prédécesseurs récents, Ezékiel considère que le point de passage obligé pour aboutir à une démonstration solide du caractère instable des marchés agricoles, et notamment de celui du porc et du blé, se situe du côté des mathématiques. Le modèle d'Ezékiel est publié en février 1938 dans le numéro 2 du volume 52 du *Quarterly Journal of Economics*<sup>12</sup>. Ce modèle linéaire traduit l'idée que, en agriculture, la décision de production précède sa réalisation, la raison principale ayant trait à l'inélasticité à court terme de la fonction d'offre et également à une faible élasticité de la demande. Dit autrement, la déci-

<sup>11</sup> Il fut vice-président de l'*American Statistical Association* en 1928, et membre de la Société d'économétrie en 1935. Cette intégration à la Société d'économétrie était imputable à ses travaux novateurs en matière de techniques de régression, travaux publiés dans un ouvrage en 1930, *Methods of Correlation Analysis*. Certains historiens de la pensée ont pu détecter dans la formation de la Société d'économétrie en 1930, une réaction à l'institutionnalisme dominant durant les années trente, justifiant du même coup un questionnement quant au véritable positionnement d'économistes comme Ezékiel dans le champ de la science économique [Dostaler G. (2006)]. Lire également [Adair P., Gislain J.-J. (2011)].

<sup>12</sup> [Ezékiel M. (1938)]. Sa démonstration valait sans doute pour l'ensemble des secteurs d'activité, expliquant que son article ait été finalement publié dans une revue généraliste et non dans une revue d'économie agricole.

sion d'offre est prise en fonction d'un prix courant de l'année précédente (d'où la formation d'une équation différentielle d'ordre 1). Si, sous l'influence d'un prix relatif viande de porc/prix des céréales (céréales destinées à nourrir les animaux) favorable, les producteurs augmentent la quantité de viande et l'acheminement sur le marché, mais que, du fait d'une demande non extensible à l'infini, les prix chutent à la période suivante, obligeant ces mêmes producteurs à réviser à la baisse leur volume de production à la période suivante, une instabilité chronique du marché peut en résulter, instabilité pouvant dégénérer en oscillations explosives du marché. Ezékiel en déduit plusieurs configurations possibles. Dès que les pentes des courbes d'offre et de demande s'égalisent, les oscillations du marché sont limitées. En revanche, dès qu'elles deviennent différentes, les oscillations sont soit convergentes (cas où la pente de la fonction d'offre est supérieure à celle de la fonction de demande), soit divergentes (cas contraire).

Outre que la démonstration apportée par Ezékiel approfondit celles produites par ces prédécesseurs, amplifiant du même coup la critique relative à l'ajustement spontané de l'offre et de la demande sur un marché, le modèle du Cobweb ouvre la voie à une justification théorique de l'intervention de l'État dans les mécanismes du marché agricole. Car une instabilité divergente du marché des produits agricoles est porteuse d'une dégradation du revenu des producteurs, dont on a vu *supra* qu'elle pouvait être catastrophique. Ezékiel fut d'ailleurs le conseiller économique du secrétaire à l'agriculture, Henry Wallace, et fut impliqué dans l'élaboration de l'AAA en 1933. À ce titre, il est aujourd'hui reconnu comme ayant exercé une influence décisive sur la formation de la politique agricole américaine.

La participation des économistes de l'USDA à la rupture théorique des années 1930 a par conséquent été importante d'un double point de vue. D'abord parce qu'elle a contribué au débat sur la formation des grandeurs économiques et que cet apport fut connecté directement à la problématique de la détermination des prix et de la stabilité/instabilité du marché. Ensuite parce qu'elle a débouché sur une légitimation de l'interventionnisme étatique. L'économétrie, telle qu'elle se développe sur le thème de l'agriculture, a par conséquent été mise au service de la régulation étatique des marchés agricoles, une fois appréhendée les mécanismes économiques propres à ce secteur. Le prestige des économistes agricoles de cette époque s'est en effet situé dans le registre de l'économétrie et tout particulièrement dans celui des techniques d'estimation des modèles de régression. Toutefois, le prestige des économistes de l'USDA ne s'est point arrêtée aux années de « haute théorie ».



On sait en effet que le modèle du Cobweb, tel qu'il fut interprété par Ezékiel, a suscité par la suite de vastes questionnements au sein de la profession des économistes.

Très rapidement en effet, le modèle d'Ezékiel fait réagir. Le premier économiste à porter la critique fut Norman Buchanan, dans un article paru un an après la publication du papier d'Ezékiel. Il a été suivi par la suite par les analyses critiques de Hooton en 1950, puis celles d'Ackerman en 1957, critiques témoignant de la longévité des résultats du modèle du Cobweb. Ce sont les contradictions internes au modèle qui ont fait réagir ces économistes, deux d'entre eux, Hooton et Ackerman, estimant même que la fonction d'offre n'était sans doute pas aussi inélastique qu'indiqué dans l'article d'Ezékiel. Marc Nerlove estima quant à lui que les résultats livrés par Ezékiel ne pouvaient qu'être trompeurs pour qui souhaitait se saisir du thème de l'ajustement de l'offre et de la demande. Nerlove introduisit en 1958 l'idée d'« anticipations adaptatives » dans une version nouvelle du modèle de réaction de la fonction d'offre, certains continuateurs estimant des fonctions d'offre selon que l'on se situe dans une configuration avec ou sans stocks [Buchanan N. S. (1939)] [Ackerman G. (1957)] [Nerlove M. (1958)] [Askari H., Cummings J. T. (1977)]. Le plus inattendu des effets du modèle du Cobweb a trait à l'ouverture qu'il a suscitée du côté de la théorie des « anticipations rationnelles », qui donna une impulsion décisive au renouveau de la théorie néo-classique au détour des années 1960 avec les travaux de Muth [Muth J. F. (1961)] [Sheffrin S. M. (1983)] [Deleplace G. (1999)].

Cet impact des analyses d'Ezékiel traduit l'idée selon laquelle les économistes/économètres qui ont évolué au sein de l'USDA, œuvré à l'élaboration de la politique agricole américaine, ne se sont pas forcément tous réclamés comme on l'a dit plus haut d'une démarche institutionnaliste, mais de par leurs avancées dans le champ de l'économie mathématique et des techniques quantitatives, étaient sans doute beaucoup plus éclectiques. S'ils ont côtoyés les « planistes », leur intime connaissance des mathématiques et de l'économie appliquée a fait que leur audience auprès de la théorie néo-classique était élevée. Cet éclectisme n'est-il pas du coup une façon détournée d'indiquer que, *in fine*, un véritable clivage scientifique, voire idéologique, existait entre ces économistes rompus à l'exercice de manipulation/construction de modèles mathématiques, et participant ainsi aux années de « haute théorie », et leurs collègues davantage tournés vers une philosophie sociale héritée d'un John Dewey, et voyant dans la théorie néo-clas-

sique une impasse imputable notamment à sa vision erronée de l'homme en société ?

La contribution d'un économiste comme Ezékiel à la compréhension de la dynamique des marchés et donc à leur instabilité s'est par la suite estompée, même si elle figure dans la plupart des manuels de sciences économiques de première ou deuxième année, sans pour autant qu'une référence explicite à cet auteur ou à ses prédécesseurs ne s'y trouve. Elle semble retrouver ses lettres de noblesses aujourd'hui à la faveur d'une phase nouvelle de fluctuations des prix sur les marchés agricoles. Depuis le début des années 2000 en effet, ces marchés sont devenus de plus en plus volatils, rompant avec la baisse tendancielle des cours des matières premières agricoles des années antérieures. Cette volatilité des prix agricoles – et des autres matières premières énergétiques et à usages industriels – a relancé le débat sur les facteurs à l'origine de la formation des prix (le facteur financier étant l'un des aspects saillants de la controverse actuelle), sur le rôle de l'information et des anticipations, ainsi que sur l'exigence d'un retour de la régulation, ce dernier point ayant ouvert une confrontation théorique et empirique, qui n'en est sans doute qu'à ses débuts, sur la dimension privée ou publique – voire mixte – des outils de régulation [Gouél C. (2012)]. L'exemple traité ici de la politique agricole américaine montre que, paradoxalement et par contraste avec la *Politique agricole commune* de l'UE à 28, l'interventionnisme de l'État fédéral semble ne s'être jamais démenti depuis 1933, tant dans l'esprit que dans les outils d'intervention, à quelques rares moments près, comme celui de 1996 où fut introduit le découplage des aides agricoles. Cela renvoie à une perception très pragmatique du rôle économiquement, socialement et géopolitiquement stratégique de l'agriculture [de Lorgeril C., Pouch T. (2006)] [Pouch T. (2010)]. Le traumatisme de la grande dépression et de la crise agricole est encore bien vivace aux États-Unis.

## CONCLUSION

Le *New Deal* rooseveltien de 1933 et la politique agricole, qui en a constitué l'un des éléments clés, ont souvent été présentés d'une manière simpliste, à l'image de ce que l'on peut parcourir dans les manuels d'histoire des faits économiques ou d'histoire des États-Unis. La vision de cette histoire de la politique agricole américaine dans le

*New Deal* est beaucoup trop superficielle. L'émergence d'une politique agricole dotée d'outils de régulation puissants et efficaces doit être rattachée à des facteurs précis. La politique agricole américaine apparaît en effet, certes, à partir d'une situation concrète, la grande dépression, mais elle s'est construite selon des agencements d'auteurs qui, relativement à leurs positions sociales et à leur évolution dans le champ de l'économie, ont œuvré à sa production. Outre leur propre vision du monde, de la démocratie et de l'économie, ces économistes avaient d'une part une connaissance aiguë des enjeux du moment, et d'autre part un rapport à la théorie économique suffisamment étroit pour les conduire à rivaliser avec les représentants du courant dominant durant les années vingt et trente, au point de participer activement au renouvellement de la théorie économique, ne serait-ce qu'en publiant dans les revues académiques les plus prestigieuses. Pour autant, ces économistes gravitant autour de l'Administration Roosevelt, n'ont pas formé un groupe homogène, loin s'en faut.

L'interprétation que nous avons livrée du rôle de ces économistes dans la construction sociale de la politique agricole américaine durant les années trente débouche alors sur une réflexion relative à ce qu'est la politique agricole américaine aujourd'hui. Le secteur agricole a connu, comme dans les autres pays industrialisés pratiquant ce type de politique économique, une réelle érosion (poids dans le PIB national, dans l'emploi, dans les exportations...). Pour autant, et en fonction de ce qui a été indiqué plus haut, ce secteur demeure stratégique, et les exigences en matière d'analyses des mutations des marchés mondiaux de produits agricoles et alimentaires et de la position américaine sur ces marchés, des conséquences du dérèglement climatique sur les cultures, des reconfigurations territoriales, ou encore de sécurité alimentaire, sont fondamentales. C'est pourquoi l'on trouve encore aux États-Unis une profession d'économistes agricoles – ou ruraux selon que l'on souhaite élargir leur fonction à une dimension territoriale – particulièrement active et dont les effectifs restent élevés au sein de l'USDA. L'Association Nationale d'Économie Rurale comporte plusieurs milliers d'adhérents [de Janvry A. (1990)]. C'est par le truchement de l'Université que la formation des économistes agricoles se maintient et répond aux attentes de l'USDA et par voie de conséquence du gouvernement fédéral. En d'autres termes, l'empreinte laissée par l'Administration Roosevelt et ses équipes d'économistes sur l'ensemble du secteur agricole américain, économistes inclus, reste intacte.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAIR P., GISLAIN J.-J. [2011], « L'institutionnalisme américain dans l'entre-deux-guerres : une alternative pluraliste à l'économie politique du libéralisme », *Économies et Sociétés*, série PE Histoire de la pensée économique, numéro 45, décembre, p. 2143-2176.
- AKERMAN G. [1957], « The Cobweb Theorem: A Reconsideration », *The Quarterly Journal of Economics*, 71, p. 151-160.
- ASKARI H., CUMMINGS J. T. [1977], « Estimating Agricultural Supply Response with the Nerlove Model: A Survey », *International Economic Review*, n° 18, p. 257-292.
- AUDIER S. [2008], *Le colloque Lippmann. Aux origines du néo-libéralisme*, Le Bord de l'eau éditions.
- BAZZOLI L., KIRAT T. [2010], « Le capitalisme raisonnable, l'emploi et la responsabilité sociale de l'entreprise selon J. R. Commons et l'école du Wisconsin », *Document de travail*, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00680088>
- BAZZOLI L., DUTRAIVE V. [2014], « D'une 'démocratie créatrice' à un 'capitalisme raisonnable', lecture croisée de la philosophie de J. Dewey et de l'économie de J. R. Commons », *Revue économique*, numéro 2, Vol. 65, p. 357-372.
- BUCHANAN N. S. [1939], « A Reconsideration of the Cobweb Theorem », *Journal of Political Economy*, Vol. 47, n° 1, February, p. 67-81.
- CHAVANCE B. [2007], *L'économie institutionnelle*, éditions La Découverte, coll. « Repères », Paris.
- COCHRANE W. W. [1981], *The Development of American Agriculture*, University Of Minnesota Press.
- COMMONS J. R. [1950], *The Economics of Collective Action*, Madison, University of Wisconsin Press.
- COSTA (DA) I. [2010], « L'institutionnalisme de John Commons et les origines de l'Etat providence aux Etats-Unis », *Revue Interventions économiques*, numéro 42, <http://interventionseconomiques.revue.org/1283>
- DELEPLACE G. [1999], *Histoire de la pensée économique*, éditions Dunod.
- DEVIENCE S. [2011], « Le politique alimentaire des États-Unis, premier poste de dépenses du Ministère de l'agriculture », in Déméter 2012, *Économie et Stratégies Agricoles*, p. 123-142.
- DIDIER E. [2009], *En quoi consiste l'Amérique ? Les statistiques, le New Deal et la démocratie*, éditions La Découverte, coll. « Textes à l'Appui », Paris.
- DOCKÈS P., ROSIER B. [1983], *Rythmes économiques. Crises et changement social, une perspective historique*, éditions La Découverte, coll. « Économie critique », Paris.
- DOSTALER G. [2006], « L'école autrichienne dans le panorama de la pensée économique. De la naissance à la Deuxième guerre mondiale », *Cahiers d'économie politique*, n° 51, p. 27-48.
- EZEKIEL M. [1938], « The Cobweb Theorem », *The Quarterly Journal of Economics*, volume 52, Issue 2, February, p. 255-280.
- FOX K. A. [1986], « Agricultural Economists as World Leaders in Applied Econometrics (1917-1933) », *American Journal of Agricultural Economics*, 68 (May), p. 381-386.
- FOX K. A. [1989], « Agricultural Economists in the Econometric Revolution: Institutional Background Literature and Leading Figures », *Oxford Economic Papers*, New Series, 41 (January), p. 53-70.

- GALBRAITH J. K. [1961], *La crise économique de 1929. Anatomie d'une catastrophe financière*, Petite Bibliothèque Payot, pour la traduction française, Paris.
- GILBERT J. [2000], « Eastern Urban and Midwestern Agrarian Intellectuals: Two Groups Portraits of Progressives in the New Deal Department of Agriculture », *Agricultural History*, Vol. 74, n° 2, p. 162-180.
- GOUËL C. [2012], « Agricultural Price Instability: A Survey of Competing Explanations and Remedies », *Journal of Economic Surveys*, Vol. 26, n° 1, p. 129-156.
- HILTZIK M. [2011], *The New Deal. A Modern History*, Free Press.
- HODGSON G. [1998], « The Approach of Institutional Economics », *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXVI, n° 1, March, p. 166-192.
- INGRAO B., ISRAËL G. [1990], *The Invisible Hand. Economic Equilibrium in the History of Science*, MIT Press.
- JANVRY (de) A. [1990], « L'économie rurale aux États-Unis : état actuel et perspectives », *Économie rurale*, n° 200, novembre-décembre, p. 48-50.
- JOSHUA I. [2006], *Une trajectoire du capital. De la crise de 1929 à celle de la nouvelle économie*, éditions Syllepse, Paris.
- KIRKENDALL R. S. [1962], « Franklin D. Roosevelt and the Service Intellectual », *The Mississippi Valley Historical Review*, Vol. 49, n° 3, December, p. 456-471.
- KUISEL R. [1981], *Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX<sup>e</sup> siècle*, éditions Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1983 pour la traduction française, Paris.
- LORGERIL (de) C., POUCH T. [2006], « Structure et évolution du commerce extérieur agroalimentaire américain (1967-2000), une interprétation économétrique », *Économie Appliquée*, numéro 1, mars, p. 59-92.
- MÉNARD C. [1985], « Le keynésianisme : naissance d'une illusion », *Économies et Sociétés*, Série Oeconomia, numéro 3, p. 3-28.
- MUTH J. F. [1961], « Rational Expectations and the Theory of Price Movements », *Econometrica*, n°29, p. 315-335.
- NERLOVE M. [1958], « Adaptive Expectations and Cobweb Theorem Phenomena », *The Quarterly Journal of Economics*, n° 73, p. 227-240.
- PIEL J. [1950], « La politique américaine de soutien des prix agricoles », *Revue économique*, Vol. 1, n° 4, P. 480-493.
- PIROU G. [1946], *Les nouveaux courants de la théorie économique aux États-Unis*, éditions Domat-Montchrestien, Tome I, « Les précurseurs », Paris.
- POUCH T. [2010], *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, éditions Choiseul, Paris.
- RENAULT M. [1992], « L'économie institutionnaliste et la philosophie pragmatique : la nature humaine, les totalités, les valeurs », *Économies et Sociétés*, Série Histoire de la pensée économique, n° 17, août, p. 171-201.
- ROMIER L. [1933], « L'agriculture et la crise aux États-Unis », in Alquier J. et al. (éds.), *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*, Librairie Félix Alcan, p. 27-48.
- RUTHERFORD M., Tyler Desroches C. T. [2008], « The Institutional Reaction to Keynesian Economics », *Journal of the History of Economic Thought*, Vol. 30, n° 1, March, p. 29-48.
- RUTHERFORD M. [2011], *The Institutionalist Movement in American Economics, 1918-1947. Science and Social Control*, Cambridge University Press.
- SCHUMPETER J. A. [1954], *History of Economic Analysis*, George Allen & Unwin Ltd.
- SHEFFRIN S. M. [1983], *Rational Expectations*, Cambridge University Press.

- SHEINGATE A. D. [2001], *The Rise of the Agricultural Welfare State: Institutions and Interest Group Power in the United States, France, and Japan*, Princeton University Press.
- SKIDELSKY R. [2011], « The Relevance of Keynes », *Cambridge Journal of Economics*, Vol. 35, n° 1, p. 1-13.
- TROFIMOV I. D. [2012], « Framing and Experimentation in Economic Policy: the Case of the New Deal Agricultural Regulation », *Asian Social Science*, Vol. 8, n° 3, March, p. 14-24.
- TUGWELL R. G. [1935], *The Battle for Democracy*, Columbia University Press.
- TUGWELL R. G. [1953], « L'attitude réticente des États-Unis à l'égard de la planification », *Revue économique*, numéro 2, vol. 4, p. 262-279.
- USDA [1984], « History of Agricultural Price-Support and Adjustment Programs, 1933-84 », *USDA, Economic Research Service, Agriculture Information Bulletin*, n° 485, December, Washington D. C, p. 1-51.
- WALLACE H. A. [1934], « The Farmer and Social Discipline », *The Journal of Farm Economics*, 16-1, p. 1-12.
- WELLS O. V. [1938], « Agricultural Planning and the Agricultural Economist », *The Journal of Farm Economics*, 20-4, p. 753-764.